

**Sécurité et accès à la justice pour les travailleur(-euse)s du sexe transgenres et non binaires au Canada en vertu de la LPCPVE : conclusions de l'étude de Trans PULSE Canada**

Ayden Scheim, Ph. D.,  
Greta Bauer, Ph. D., MSP,  
Trans PULSE Canada,

18 février 2022

## Table des matières

<b>À propos des auteurs</b> .....	<b>2</b>
<b>Sommaire</b> .....	<b>3</b>
<b>Constatations</b> .....	<b>4</b>
Caractéristiques des travailleur(-euse)s du sexe trans et non binaires selon l'étude de Trans PULSE Canada.....	4
Santé et bien-être.....	4
Expériences de violence et sécurité .....	5
Accès à la justice :attentes, confiance et expérience à l'égard des services de police ou d'urgence.....	7
<b>Conclusion et recommandations</b> .....	<b>9</b>
<b>Références</b> .....	<b>11</b>

<b>Annexe A : Rapport de Trans PULSE Canada : Santé et bien-être chez les travailleur se s du sexe trans et non binaires</b> .....	<b>12</b>
--	-----------

## Liste des figures

<b>Figure 1.</b> Expériences de violence physique ou sexuelle au cours des 5 dernières années, chez les personnes trans et non binaires au Canada .....	<b>5</b>
<b>Figure 2.</b> Attentes, confiance et expérience à l'égard des services de police ou d'urgence chez les personnes trans et non binaires au Canada .....	<b>7</b>
<b>Figure 3.</b> Attentes, confiance et expérience à l'égard des services de police ou d'urgence chez les travailleur(-euse)s du sexe trans et non binaires au Canada, par groupe ethnoracial .....	<b>8</b>

## À propos des auteurs

Le **Dr Ayden Scheim** est professeur adjoint au Département d'épidémiologie et de biostatistique à l'Université Drexel (Philadelphie), chercheur affilié au Li Ka Shing Knowledge Institute de l'Unity Health Toronto et professeur agrégé adjoint en épidémiologie et en biostatistique à l'Université Western. Le Dr Scheim occupe les fonctions de cochercheur principal à Trans PULSE Canada. Il mène des recherches communautaires auprès des communautés trans, des consommateurs de drogues et d'autres populations marginalisées au Canada et à l'étranger, qui sont financées par les Instituts de recherche en santé du Canada et les National Institutes of Health des États-Unis. Il a rédigé 36 travaux universitaires sur la santé et le bien-être des personnes transgenres et est membre du groupe responsable du chapitre sur la santé en matière de sexualité en vue de la 8<sup>e</sup> édition des Normes de soins de l'Association professionnelle mondiale pour la santé des personnes transgenres.

La **Dr<sup>e</sup> Greta Bauer** est professeure au Département d'épidémiologie et de biostatistique de l'école Schulich de médecine et de dentisterie de l'Université Western; elle est titulaire de la Chaire de recherche en science du sexe et du genre des Instituts de recherche en santé du Canada. Ses intérêts de recherche sont la marginalisation sociale et la santé, dans une plus large mesure, des minorités sexuelles et des personnes de genres minoritaires, et les méthodologies de recherche quantitative visant l'étude des communautés qui vivent dans la marginalisation. La Dr<sup>e</sup> Bauer est la chercheuse principale de Trans PULSE Canada; elle a également assumé les fonctions de directrice universitaire dans le cadre du projet ontarien réalisé antérieurement Trans PULSE et de Jeunes Trans CAN!, une étude nationale des perspectives médicales, familiales et sociales pour les jeunes personnes trans qui reçoivent des soins médicaux d'affirmation du genre. Elle a rédigé 39 travaux universitaires sur la santé et le bien-être des personnes transgenres et de genres divers.

### Trans PULSE Canada

Trans PULSE Canada ([www.transpulsecanada.ca](http://www.transpulsecanada.ca)) est une étude communautaire nationale sur la santé et le bien-être des personnes transgenres et non binaires, qui comprend entre autres des données d'enquête recueillies auprès de 2 873 participants qui vivaient au Canada en 2019. Trans PULSE Canada se concentre sur neuf populations jugées prioritaires, y compris les personnes trans et non binaires qui sont des travailleur(-euse)s du sexe, des Autochtones et des personnes racisées. L'étude a débuté par Trans PULSE (Ontario), une étude qui recueillait des données dans le cadre de groupes de discussion, d'enquêtes et d'entrevues auprès de personnes trans en Ontario en 2009-2010, puis qui servait à étoffer les politiques provinciales et fédérales sur les droits de la personne, les soins de santé et les marqueurs de genre dans les documents. L'étude Trans PULSE Canada est financée par les Instituts de recherche en santé du Canada.

## Objectif

Le présent rapport mise sur les données tirées de l'étude Trans PULSE Canada pour décrire les expériences liées à la violence et à la sécurité vécues par les travailleur(-euse)s du sexe transgenres et non binaires sur une période de cinq ans au cours de laquelle la *Loi sur la protection des collectivités et des personnes victimes d'exploitation* (LPCPVE) était en vigueur.

## Aperçu de l'étude

Trans PULSE Canada est une étude communautaire nationale sur la santé et le bien-être des personnes trans et non binaires. D'août à octobre 2019, l'équipe de Trans PULSE Canada a recueilli des données d'enquête auprès de 2 873 personnes trans et non binaire de 14 ans ou plus vivant au Canada. Les participants ont pu remplir le questionnaire dans son intégralité ou une version abrégée de 10 minutes en ligne, sur papier, au téléphone (avec ou sans interprète) ou sur une tablette avec un pair associé de recherche (dans 10 grandes villes du pays).

Le formulaire abrégé de 10 minutes contenait des éléments clés de la version intégrale de l'enquête. Les deux versions étaient proposées en anglais et en français. L'enquête Trans PULSE Canada comportait des questions formulées par le projet Trans PULSE de l'Ontario, des questions provenant d'enquêtes de Statistique Canada afin de permettre des comparaisons avec la population générale et des questions élaborées par des personnes trans et non binaires en fonction des priorités de la communauté. Les questions portant précisément sur les travailleur(-euse)s du sexe ont été formulées par l'équipe de projet désignée sous le nom de « Groupe de population prioritaire des travailleur se -s du sexe ». Afin de s'assurer de la pertinence des politiques, on a défini une période de rappel uniformisée de cinq ans pour la plupart des questions contenues dans l'enquête, ce qui signifie que les réponses se rapportent à la période au cours de laquelle la LPCPVE était en vigueur (de novembre 2014 à l'automne 2019).

Le présent mémoire résume les conclusions tirées d'un rapport de 2021 de Trans PULSE Canada (qui est joint en annexe) comparant la santé et le bien-être des travailleur(-euse)s du sexe actuels avec ceux d'autres participants à l'étude Trans PULSE Canada<sup>1</sup>, ainsi que d'un manuscrit en préparation examinant les inégalités intersectionnelles sur le plan de la sécurité et de l'accès à la justice en comparant les participants ayant déjà travaillé dans l'industrie du sexe aux autres participants<sup>2</sup>.

Il s'agit des premières données quantitatives nationales sur les travailleur(-euse)s du sexe trans et non binaires au Canada.

<sup>1</sup> F.S.E. Arps, S. Ciavarella, J. Vermilion, R. Hammond, K. Nation, S. Churchill, M. Smith, J. Navarro, P. Thaker, G. Bauer, A. Scheim. *Santé et bien-être chez les travailleur se -s du sexe trans et non binaires*. Trans PULSE Canada. 2021. <https://transpulsecanada.ca/fr/results/rapport-sante-et-bien-etre-chez-les-travailleur%20b7se%20b7s-du-sexe-trans-et-non-binaires/>

<sup>2</sup> Scheim AI, Santos H, Ciavarella S, Vermilion J, Arps FSE, Adams N, Nation K, Bauer GR. *Intersecting Inequalities in Access to Justice for Trans and Non-Binary Sex Workers in Canada*. 2022. [manuscrit en préparation].

## Constatations

### **Caractéristiques des travailleur(-euse)s du sexe trans et non binaires selon l'étude de Trans PULSE Canada**

Sur les 2 873 participants à l'étude Trans PULSE Canada, 133 (5 %) avaient travaillé dans l'industrie du sexe au cours de la dernière année<sup>3</sup>. Les personnes ayant choisi le questionnaire intégral devaient également répondre à des questions sur leur vécu dans l'industrie du sexe, ce qui a été fait par 280 des 2 012 participants à l'enquête intégrale (16 %). Les participants qui avaient déjà travaillé dans l'industrie du sexe (« travailleur(-euse)s du sexe de carrière ») avaient un âge médian de 30 ans. Un peu comme l'ensemble des participants à l'étude Trans PULSE Canada, une majorité de répondants ayant déjà travaillé dans l'industrie du sexe (64 %) s'étaient vu attribuer le sexe féminin à la naissance, et 54 % s'identifiaient comme étant non binaires. Les participants qui avaient travaillé dans l'industrie du sexe au cours de l'année précédente étaient plus susceptibles de s'identifier comme étant des femmes ou des filles que les autres participants à l'étude Trans PULSE Canada (35 % contre 24 %). En ce qui a trait à la race et à l'ethnicité, 73 % des travailleur(-euse)s du sexe de carrière et 83 % des personnes ne pratiquant pas le travail du sexe étaient de race blanche; une plus forte proportion de participants qui avaient déjà travaillé dans l'industrie du sexe étaient d'origine autochtone (15 % contre 7 %).

Parmi les participants de 25 ans et plus, 58 % des travailleur(-euse)s du sexe actuels vivaient dans des ménages à faible revenu par comparaison avec 39 % des personnes ne pratiquant pas le travail du sexe. De plus, les travailleur(-euse)s du sexe actuels signalaient des niveaux plus élevés de précarité du logement (19 % contre 9 %) et d'insécurité alimentaire (32 % contre 14 %). Parmi les raisons les plus courantes ayant poussé au travail du sexe, mentionnons la nécessité de travailler pour subsister (54 %) et le manque d'emplois ou de revenus (48 %). On constate d'autres raisons courantes (qui ne s'excluent pas mutuellement), comme le besoin de se sentir désirable (48 %) et la bonne rémunération (39 %). Seulement 14 % des répondants ont mentionné qu'ils s'étaient sentis forcés ou avaient subi des pressions, ce qui les avait poussés au travail du sexe.

### **Santé et bien-être**

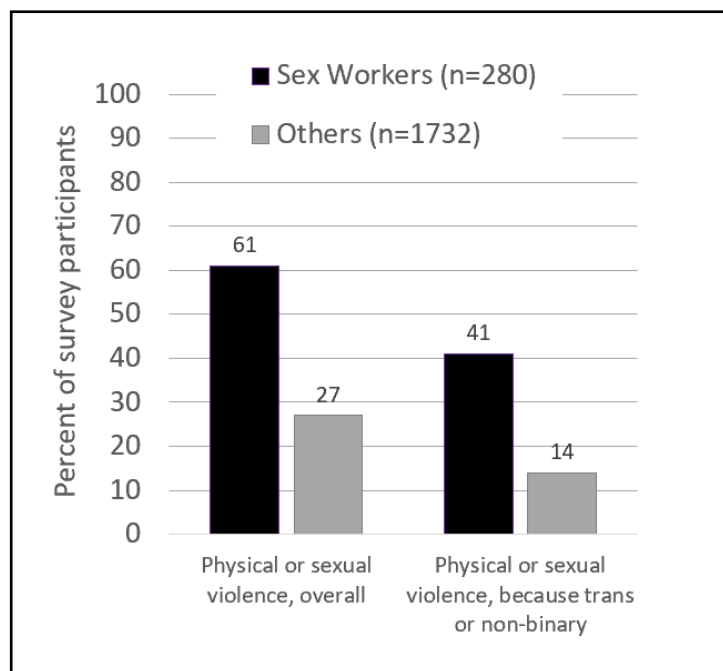
Malgré des niveaux élevés de besoins non satisfaits en matière de soins de santé chez les personnes trans et non binaires en général, les travailleur(-euse)s du sexe actuels ont signalé encore plus d'obstacles à l'accès<sup>4</sup>. Ces obstacles englobent notamment le fait de ne pas avoir un fournisseur de soins de santé primaires (26 % des travailleur(-euse)s du sexe contre 19 % des autres répondants), le fait d'avoir des besoins en matière de soins de santé non satisfaits (63 % contre 44 %) et le fait d'avoir évité les urgences hospitalières au cours de la dernière année (20 % contre 11 %).

Les travailleur(-euse)s du sexe actuels avaient tendance à déclarer un état de santé physique et mentale moins bon, y compris une auto-évaluation de la santé mentale moyenne ou médiocre (72 % contre 54 %) et des tentatives de suicide au cours de la dernière année (10 % contre 5 %), que les autres répondants.

<sup>3</sup> F.S.E. Arps, S. Ciavarella, J. Vermilion, R. Hammond, K. Nation, S. Churchill, M. Smith, J. Navarro, P. Thaker, G. Bauer, A. Scheim. *Santé et bien-être chez les travailleur(-euse)s du sexe trans et non binaires*. (p. 2) Trans PULSE Canada. 2021. [https://transpulsecanada.ca/fr/results/rapport-sante-et-bien-etre-chez-les-travailleur\(-euse\)s-du-sexe-trans-et-non-binaires/](https://transpulsecanada.ca/fr/results/rapport-sante-et-bien-etre-chez-les-travailleur(-euse)s-du-sexe-trans-et-non-binaires/)

<sup>4</sup> F.S.E. Arps, S. Ciavarella, J. Vermilion, R. Hammond, K. Nation, S. Churchill, M. Smith, J. Navarro, P. Thaker, G. Bauer, A. Scheim. *Santé et bien-être chez les travailleur(-euse)s du sexe trans et non binaires*. (p. 5-6) Trans PULSE Canada. 2021. [https://transpulsecanada.ca/fr/results/rapport-sante-et-bien-etre-chez-les-travailleur\(-euse\)s-du-sexe-trans-et-non-binaires/](https://transpulsecanada.ca/fr/results/rapport-sante-et-bien-etre-chez-les-travailleur(-euse)s-du-sexe-trans-et-non-binaires/)

**Figure 1. Expériences de violence physique ou sexuelle au cours des 5 dernières années, chez les personnes trans et non binaires au Canada**



1. Pourcentage de participants au sondage
2. Travailleur(-euse)s du sexe (n = 280)
3. Autres (n = 1 732)
4. Violence physique ou sexuelle, dans l'ensemble
5. Violence physique ou sexuelle, en raison de l'identité trans ou non binaire

### Expériences de violence et sécurité

Les différences sur le plan de la santé susmentionnées doivent être analysées dans le contexte des écarts socio-économiques et des niveaux de violence et de harcèlement plus élevés avec lesquels doivent composer les travailleur(-euse)s du sexe. Les participants qui étaient des travailleur(-euse)s du sexe avaient plus de deux fois plus tendance (61 % contre 27 %) à déclarer des agressions physiques et/ou sexuelles survenues au cours des cinq années précédentes (la période correspondant à la période de mise en œuvre de la LPCPVE) par comparaison avec les autres participants (Figure 1). Fait intéressant, même la fréquence des actes violents subis par les personnes ne pratiquant pas le travail du sexe était élevée par rapport à la population canadienne : 37 % des Canadiens cisgenres hétérosexuels signalent avoir déjà vécu de la violence physique ou sexuelle depuis l'âge de 15 ans. Par comparaison avec les autres participants, les travailleur(-euse)s du sexe trans et non binaires étaient également beaucoup plus susceptibles de signaler des expériences de violence s'expliquant par le fait qu'ils étaient trans ou non binaires (41 % contre 14 %). Les travailleur(-euse)s du sexe de la rue (54 %) ainsi que les femmes trans et d'autres travailleur(-euse)s du sexe à qui le sexe masculin a été attribué à la naissance (57 %) ont déclaré les niveaux les plus élevés de cette violence inspirée par la haine au cours des cinq années précédentes.

En ce qui a trait à la sécurité dans le milieu de travail, parmi les travailleur(-euse)s du sexe actuels qui rencontraient des clients en personne, seulement une minorité se sentait au moins « plutôt en sécurité » au moment de négocier les tarifs (44 %) ou l'utilisation du préservatif (38 %) avec les clients.

<sup>5</sup> Jaffray, B. Les expériences de victimisation avec violence et de comportements sexuels non désirés vécues par les personnes gaies, lesbiennes, bisexuelles et d'une autre minorité sexuelle, et les personnes transgenres au Canada, 2018 *Juristat*, 40(1). 2020. Disponible à l'adresse suivante : <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/85-002-x/2020001/article/00009-fra.htm>

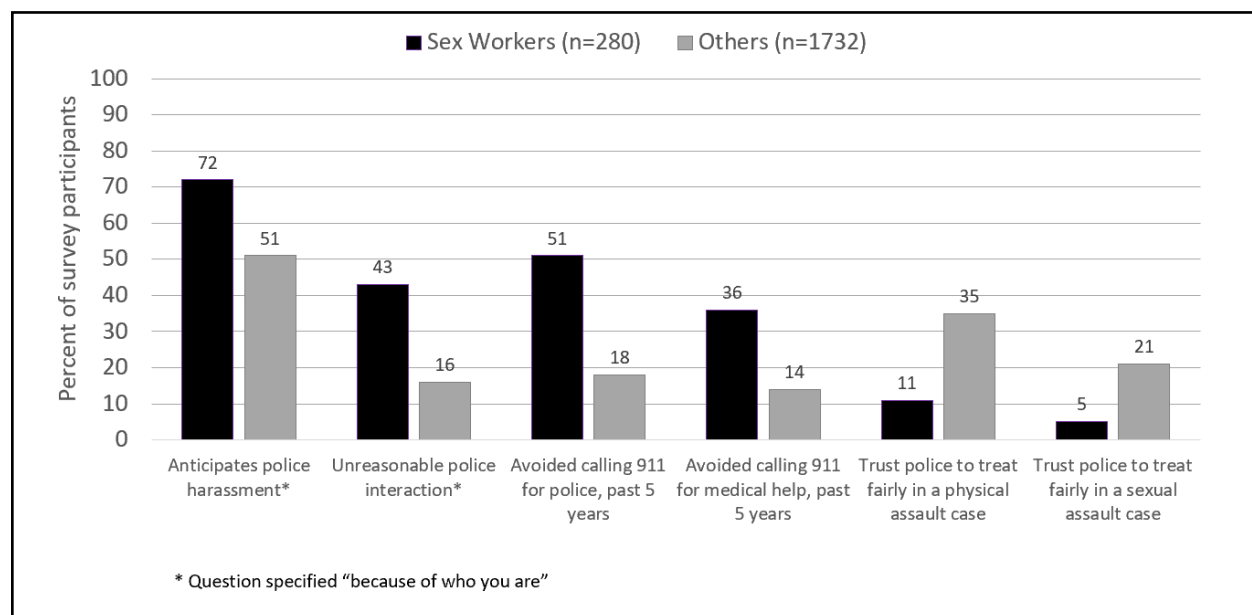
<sup>6</sup> F.S.E. Arps, S. Ciavarella, J. Vermilion, R. Hammond, K. Nation, S. Churchill, M. Smith, J. Navarro, P. Thaker, G.

Bauer, A. Scheim. *Santé et bien-être chez les travailleur-se-s du sexe trans et non binaires*. (p. 8) Trans PULSE Canada. 2021. <https://transpulsecanada.ca/fr/results/rapport-sante-et-bien-etre-chez-les-travailleur%c2%b7se%c2%b7s-du-sexe-trans-et-non-binaires/>

### Accès à la justice : attentes, confiance et expérience à l'égard des services de police ou d'urgence

Malgré le fait qu'elles pourraient éventuellement avoir davantage besoin des services de police et d'urgence en raison de niveaux élevés de victimisation avec violence, la plupart des personnes trans et non binaires qui ont déjà travaillé dans l'industrie du sexe ont fait part d'une méfiance à l'égard de la police et du fait qu'elles évitaient les interactions avec celle-ci. La Figure 2 compare les travailleur(-euse)s du sexe trans et non binaires aux autres participants en ce qui a trait aux attentes et à l'expérience vécue lorsqu'il est question du traitement injuste de la part de la police et du fait d'éviter les services d'urgence ainsi que des attentes en matière de traitement équitable dans les cas de violence. On remarque que les attentes quant au traitement injuste de la part de la police et à la méfiance à l'égard de celle-ci et du système juridique étaient courantes parmi les personnes trans et non binaires en général. Les expériences personnelles et communautaires antérieures de ces personnes façonnent leurs attentes à l'égard de futures expériences négatives et leur indiquent à qui elles peuvent faire confiance. Même dans ce contexte, l'accès perçu et vécu aux services d'urgence et à la justice était vraiment pire dans le cas des travailleur(-euse)s du sexe.

**Figure 2. Attentes, confiance et expérience à l'égard des services de police ou d'urgence chez les personnes trans et non binaires au Canada**



1. Pourcentage de participants au sondage
2. Travailleur(-euse)s du sexe (n = 280)
3. Autres (n = 1 732)
4. Craint de se faire harceler par la police\*
5. A eu des interactions sans motif valable avec la police\*
6. A préféré ne pas appeler le 911 pour obtenir l'aide de la police au cours des 5 dernières années
7. A préféré ne pas appeler le 911 pour obtenir de l'aide médicale au cours des 5 dernières années
8. S'attend à un traitement juste de la police en cas d'agression physique
9. S'attend à un traitement juste de la police en cas d'agression sexuelle
10. \*Question précisant « en raison de qui vous êtes »

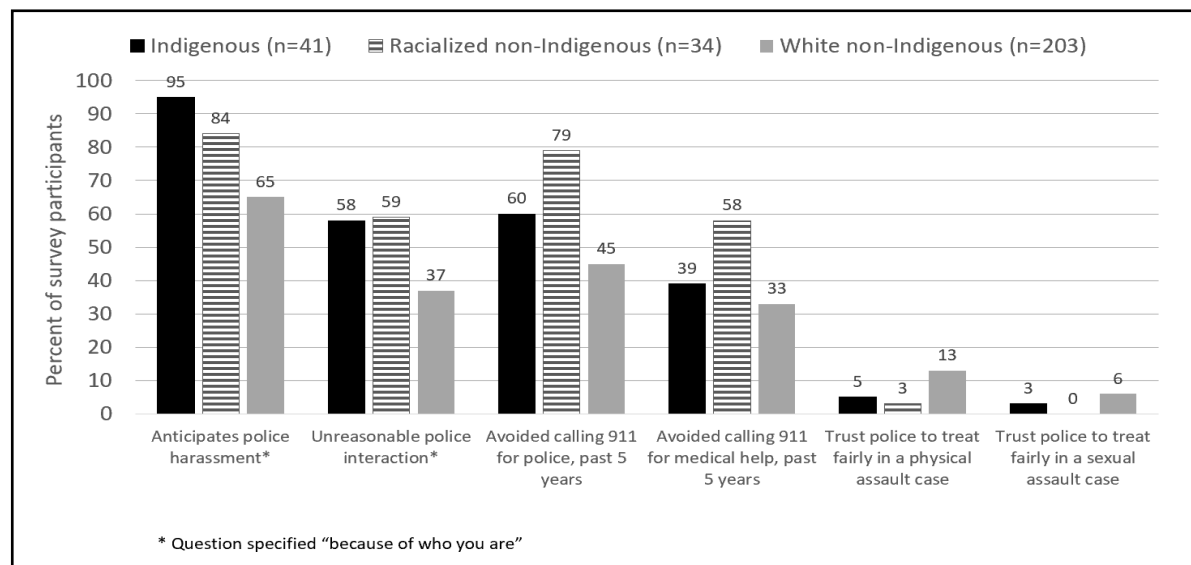
Les personnes trans et non binaires ayant travaillé dans l'industrie du sexe étaient plus susceptibles de s'attendre à se faire harceler par la police (72 % contre 51 %) et de se faire interpellé, fouillé et/ou détenu sans motif valable par la police (43 % contre 16 %) en raison de leur identité. Les travailleurs ont tendance à éviter de téléphoner au 911 lors d'une situation d'urgence; au cours des 5 dernières années, 51 % ont préféré ne pas appeler la police et 36 %



ont évité de téléphoner aux services médicaux d'urgence (contre 18 % et 14 % des autres participants). Parmi les travailleur(-euse)s du sexe ayant vécu de la violence, seulement 18 % ont signalé au moins un acte de violence à la police. La confiance à l'égard de la police et des tribunaux était de ce fait faible, alors que seulement 11 % des travailleur(-euse)s du sexe trans et non binaires s'attendaient à un traitement équitable de la part de la police et du système juridique en cas d'agression physique et que 5 % s'attendaient à un traitement juste s'ils étaient victimes d'une agression sexuelle.

Ces expériences n'étaient pas réparties également parmi l'ensemble des travailleur(-euse)s du sexe trans et non binaires. Alors que les expériences touchant à un traitement injuste de la part de la police, à de la méfiance à l'égard de la police et au fait d'éviter les interactions avec la police étaient tout aussi nombreuses chez les personnes trans et non binaires peu importe le sexe assigné à la naissance, elles étaient nettement plus élevées chez les travailleur(-euse)s du sexe autochtones ou racisés que chez les travailleur(-euse)s du sexe blancs (Figure 3).

**Figure 3. Attentes, confiance et expérience à l'égard des services de police ou d'urgence chez les travailleur(-euse)s du sexe trans et non binaires au Canada, par groupe ethnoracial**



1. Pourcentage de participants au sondage
2. Autochtones (n = 41)
3. Non autochtones racisés (n = 34)
4. Blancs non autochtones (n = 203)
5. Craint de se faire harceler par la police\*
6. A eu des interactions sans motif valable avec la police\*
7. A préféré ne pas appeler le 911 pour obtenir l'aide de la police au cours des 5 dernières années
8. A préféré ne pas appeler le 911 pour obtenir de l'aide médicale au cours des 5 dernières années
9. S'attend à un traitement juste de la police en cas d'agression physique
10. S'attend à un traitement juste de la police en cas d'agression sexuelle
11. \*Question précisant « en raison de qui vous êtes »

Par exemple, la grande majorité des travailleur(-euse)s du sexe autochtones (95 %) et non autochtones racisés (84 %) s'attendaient à se faire harceler par la police, et plus de la moitié d'entre eux avaient déjà été interpellés, fouillés ou détenus sans motif valable par des agents de police. Moins de 5 % des travailleur(-euse)s du sexe autochtones et racisés s'attendaient à un traitement juste de la part de la police et/ou des tribunaux dans des affaires de violence physique ou sexuelle.

Nous constatons que 19 % de tous les travailleur(-euse)s du sexe ayant pris part à l'étude Trans PULSE Canada avaient déjà travaillé dans la rue et que c'est ce groupe qui a rapporté les plus hauts taux de

traitements injustes de la part de la police et de méfiance à l'égard de la police (p. ex. 71 % ont mentionné des interactions déraisonnables avec la police). Même si les échantillons n'étaient pas assez gros pour que nous puissions examiner le point d'intersection entre le type de travail et la race/l'ethnicité, il est probable que ces tendances seraient plus fortes dans le cas des travailleurs de rue autochtones et racisés.

Ces conclusions font ressortir le fardeau démesuré que traînent les travailleur(-euse)s du sexe qui sont également autochtones ou racisés en ce qui a trait à leur capacité de faire confiance et d'accéder aux services nécessaires en cas d'urgences touchant à leur sécurité ou à leur santé.

## Conclusion et recommandations

Le gouvernement du Canada a proclamé que la *Loi sur la protection des collectivités et des personnes victimes d'exploitation* (LPCPVE) vise à « protéger la dignité et l'égalité de tous les Canadiens » - en particulier des femmes et des filles - et à « encourager les victimes à signaler les incidents de violence »<sup>7</sup>.

---

<sup>7</sup> Ministère de la Justice du Canada. *Fiche d'information—Réforme du droit pénal en matière de prostitution : Projet de loi C-36, Loi sur la protection des collectivités et des personnes victimes d'exploitation*. 2018. Disponible à l'adresse suivante : [https://www.justice.gc.ca/fra/pr-rp/autre-other/c36fs\\_fi/](https://www.justice.gc.ca/fra/pr-rp/autre-other/c36fs_fi/)

Nous avons recueilli des données auprès de 2 873 Canadiens trans et non binaires, dont 280 travailleur(-euse)s du sexe, et leur avons posé des questions à propos de leur vécu du point de vue de la sécurité et de l'accès à la justice, en mettant l'accent sur la période de 5 ans pendant laquelle la LPCPVE était en vigueur. Contrairement aux buts énoncés de cette loi, nous avons découvert que les femmes, les hommes et les personnes non binaires qui travaillent dans l'industrie du sexe ont connu des niveaux extrêmement élevés de violence, mais n'ont pas ressenti d'appuis pour les inciter à signaler cette violence; en réalité, ils ont souvent évité d'appeler le 911 lors de situations d'urgence.

Malgré les principes d'égalité que la LPCPVE est censée garantir et qui sont inscrits dans les lois canadiennes sur les droits de la personne, les travailleur(-euse)s du sexe autochtones et racisés ont été les plus durement touchés par les enjeux que sont les traitements injustes de la part de la police et les obstacles à la justice. Les travailleur(-euse)s du sexe de la rue étaient également touchés de façon disproportionnée par la violence et par les traitements injustes de la part de la police. Dans la mesure où la LPCPVE empêche les travailleur(-euse)s du sexe de travailler dans des conditions sécuritaires en criminalisant les tierces parties et la publicité, elle les expose à cette vulnérabilité accrue. Par ailleurs, pour aller à l'encontre de la notion selon laquelle seules les personnes qui paient pour obtenir des faveurs sexuelles sont traitées en criminel en vertu de la LPCPVE, les chiffres contenus dans le présent mémoire ne diffèrent pas beaucoup des résultats des travaux de recherche menés auprès de travailleur(-euse)s du sexe aux États-Unis, où le travail du sexe est considéré comme étant une activité entièrement criminelle dans la plupart des États. Par exemple, dans une enquête américaine réalisée auprès de 694 travailleur(-euse)s du sexe trans, 58 % étaient en quelque sorte ou très mal à l'aise de demander l'aide de la police, tandis que 64 % ont signalé avoir été traités injustement par la police<sup>8</sup>.

Ces constatations prouvent que la LPCPVE n'a pas atteint son objectif qui était d'assurer la sécurité et un accès à la justice pour les travailleur(-euse)s du sexe trans et non binaires au Canada. Même si nous n'avons pas accès aux données d'avant la LPCPVE à titre comparatif, il serait difficile d'imaginer que la situation était pire que ce que nous avons observé dans le cadre actuel. Par exemple, pas un seul travailleur du sexe racisé qui a été sondé ne s'attendait à recevoir un traitement juste de la part de la police ou des tribunaux s'il devait être victime d'une agression sexuelle.

Par conséquent, nous recommandons la révocation de la LPCPVE et l'adoption d'une loi qui décriminaliserait tous les aspects des activités sexuelles rémunérées entre personnes consentantes. En Nouvelle-Zélande, la loi de 2003 intitulée *Prostitution Reform Act*<sup>9</sup> fournit un modèle de loi de ce genre, mais, en fin de compte, les travailleur(-euse)s du sexe canadiens, en particulier les travailleurs trans et non binaires et les autres travailleurs marginalisés, doivent être consultés dans le cadre d'un processus sérieux si l'on veut que la loi protège leur dignité, leur égalité et leur sécurité.

<sup>8</sup> Fitzgerald, E., Patterson, S. E., Hickey, D., Tobin, H.J., & Cherno Biko. 2015. *Meaningful Work: Transgender Experiences in the Sex Trade* (p. 5). Disponible à l'adresse suivante : [https://transequality.org/sites/default/files/Meaningful%20Work-Full%20Report\\_FINAL\\_3.pdf](https://transequality.org/sites/default/files/Meaningful%20Work-Full%20Report_FINAL_3.pdf)

<sup>9</sup> Gilmour, F. 2020. The Impacts of Decriminalisation for Trans Sex Workers. Dans G. Abel et L. Armstrong (éd.), *Sex Work and the New Zealand Model: Decriminalisation and Social Change* (p. 89-112). Bristol University Press. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.cambridge.org/core/books/abs/sex-work-and-the-new-zealand-model/impacts-of-decriminalisation-for-trans-sex-workers/1B5A39800E4CB1B7A5C29942CA5BE9C9>

## Références

- Ministère de la Justice du Canada. *Fiche d'information—Réforme du droit pénal en matière de prostitution : Projet de loi C-36, Loi sur la protection des collectivités et des personnes victimes d'exploitation*. 2018. [https://www.justice.gc.ca/fra/pr-rp/autre-other/c36fs\\_fi/](https://www.justice.gc.ca/fra/pr-rp/autre-other/c36fs_fi/)
- Fitzgerald, E., Patterson, S.E., Hickey, D., Tobin, H.J., & Cherno Biko. 2015. *Meaningful Work: Transgender Experiences in the Sex Trade* (p. 36). Extrait le 11 février 2022 à l'adresse suivante : [https://transequality.org/sites/default/files/Meaningful%20Work%20Full%20Report\\_FINAL\\_3.pdf](https://transequality.org/sites/default/files/Meaningful%20Work%20Full%20Report_FINAL_3.pdf)
- F.S.E. Arps, S. Ciavarella, J. Vermilion, R. Hammond, K. Nation, S. Churchill, M. Smith, J. Navarro, P. Thaker, G. Bauer, A. Scheim. *Santé et bien-être chez les travailleuses du sexe trans et non binaires*. (p. 11) Trans PULSE Canada. 2021. <https://transpulsecanada.ca/fr/results/rapport-sante-et-bien-etre-chez-les-travailleur%20se%20s-du-sexe-trans-et-non-binaires/>
- Gilmour, F. 2020. The Impacts of Decriminalisation for Trans Sex Workers. Dans G. Abel et L. Armstrong (éd.), *Sex Work and the New Zealand Model: Decriminalisation and Social Change* (p. 89-112). Bristol University Press. <https://doi.org/10.46692/9781529205770.006>
- Jaffray, B. Les expériences de victimisation avec violence et de comportements sexuels non désirés vécues par les personnes gaies, lesbiennes, bisexuelles et d'une autre minorité sexuelle, et les personnes transgenres au Canada, 2018. *Juristat*, 40(1), 27. 2020. Extrait le 11 février 2022 à l'adresse suivante : <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/85-002-x/2020001/article/00009-fra.htm>
- Scheim AI, Santos H, Ciavarella S, Vermilion J, Arps FSE, Adams N, Nation K, & Bauer GR. *Intersecting Inequalities in Access to Justice for Trans and Non-Binary Sex Workers in Canada*. 2022. [manuscrit en préparation].

Dans le cadre du projet Trans PULSE Canada, des données ont été recueillies à l'issue d'une enquête menée auprès de 2873 personnes trans et non binaires en 2019. Ce rapport présente les résultats des premières données nationales sur la santé et le bien-être des travailleur·se·s du sexe trans et non binaires.

# SANTÉ ET BIEN-ÊTRE CHEZ LES TRAVAILLEUR·SE·S DU SEXE TRANS ET NON BINAIRES

## Points saillants

- Parmi les participant·e·s trans et non binaires :
- 58 % des travailleur·se·s du sexe ont déclaré vivre dans des ménages à faibles revenus ;
  - 72 % des travailleur·se·s du sexe considéraient que leur état de santé mentale était passable ou mauvaise ;
  - Deux fois plus de travailleur·se·s du sexe que de non-travailleurs du sexe ont déclaré avoir subi des agressions physiques ou sexuelles au cours des cinq dernières années ;
  - 87 % - 96 % des travailleur·se·s du sexe ne s'attendaient pas à un traitement équitable de la part de la police et du système judiciaire en cas d'agression.

## Contexte

Les personnes transgenres (trans) et non binaires semblent plus susceptibles que les personnes cisgenres de pratiquer le travail du sexe.<sup>1,2</sup> Une étude précédente a estimé que 14 % des personnes transgenres en Ontario avaient déjà pratiqué le travail du sexe et que 3 % étaient des travailleur·se·s du sexe [au moment de l'enquête].<sup>3</sup> Les raisons spécifiques poussant les personnes transgenres au commerce du sexe incluent le fait de subir des discriminations dans le domaine de l'emploi, la précarité du logement, la nécessité de financer des soins d'affirmation du genre ainsi que des avantages tels que l'accès à une communauté et l'affirmation de l'identité du genre.<sup>1,2,4</sup> La plupart des recherches existantes sur les travailleur·se·s du sexe trans se focalisent sur la question des risques liés au virus de l'immunodéfi-

ciences humaines (VIH)<sup>2,5</sup>, mais identifient également d'autres problématiques majeures en matière de santé ainsi que des déterminants sociaux influant sur la santé, notamment les niveaux élevés de violence, l'accès limité à la justice et la stigmatisation dans le contexte de la fourniture des soins de santé.<sup>1,2,4,6,7</sup>

Au Canada, la situation des travailleur·se·s du sexe en matière de santé est façonnée par la criminalisation du travail du sexe. En 2013, la Cour suprême a déclaré inconstitutionnelles les précédentes lois canadiennes sur la criminalisation du travail du sexe. En réponse, le gouvernement a adopté en 2014 une loi qui pénalise les client·e·s des travailleur·se·s du sexe. Les organisations de défense des droits des travailleur·se·s du sexe se sont opposées à cette loi. Des études récentes indiquent qu'elle a eu un impact négatif sur la santé et la sécurité des travailleur·se·s du sexe marginalisé·e·s.<sup>8</sup> Malgré ces changements de politique majeurs, la recherche sur la thématique des travailleur·se·s du sexe trans et non binaires est limitée au Canada. À l'échelle mondiale, cette recherche est rare.<sup>5,6</sup> Ce rapport dresse pour la première fois, un profil national quantifié sur l'état de santé et de bien-être des travailleur·se·s du sexe trans et non binaires au Canada.

## Trans PULSE Canada

Sur une période de 10 semaines en 2019, l'équipe de recherche Trans PULSE Canada a recueilli des données auprès de 2873 personnes trans et non-binaires âgées de 14 ans ou plus et vivant au Canada. Les participant·e·s ont pu remplir le questionnaire dans son intégralité ou une version abrégée de 10 minutes en ligne, sur papier, au téléphone (avec ou sans interprète), ou sur une tablette avec un·e associé·e de recherche (uniquement dans les grandes villes). Le formulaire abrégé de 10 minutes contenait des éléments clés de la version intégrale de l'enquête. Les deux versions ont été proposées en anglais ou en français. L'enquête Trans PULSE Canada comportait des questions formulées par le projet Trans PULSE de l'Ontario, des questions provenant des enquêtes de Statistique Canada afin de permettre des comparaisons

**Tableau 1 : Distribution des travailleur·se·s du sexe comparativement aux personnes ne pratiquant pas le travail du sexe sur l'étendue du territoire canadien**

Province/Territoire de Résidence	Travailleur·se·s du sexe	Personnes ne pratiquant pas le travail du sexe
	n = 133 %	n = 2236 %
L'Alberta	10	19
La Colombie-Britannique	15	19
Le Manitoba	2	3
Le Nouveau-Brunswick	4	2
La Terre-Neuve-et-Labrador	0,8	1
La Nouvelle-Écosse	2	4
L'Ontario	33	36
Île-du-Prince-Édouard	0,8	0,5
Le Québec	31	11
La Saskatchewan	2	4
Les Territoires du Nord-Ouest	0	0,1
Le Nunavut	0	0,04
Le Yukon	0	0,3

avec la population générale, et des questions élaborées par des personnes trans et non-binaires en fonction des priorités de la communauté. Ce rapport met particulièrement en exergue les questions élaborées par l'équipe "Groupe de population prioritaire des travailleur·se·s du sexe".

## Interprétation

Ce rapport présente les résultats comparatifs entre les personnes ayant exercé le commerce du sexe au cours de l'année écoulée et celles dont ce n'est pas le cas. La notion de travail du sexe n'a pas été définie pour les participant·e·s, bien qu'il ait été demandé à ceux qui ont déclaré l'avoir exercé, d'indiquer le type de travail qu'ils effectuaient. Les questions sur l'emploi et les revenus, y compris le commerce du sexe, ont été limitées aux participant·e·s âgé·e·s de 16 ans et plus. 4,8 % (n=133) de toute·s les participant·e·s à l'enquête étaient des travailleur·se·s du sexe au moment de l'enquête.

**Tableau 2 : Données socio-démographiques**

	Travailleur-se-s du sexe n=133 %	Personnes ne pratiquant pas le travail du sexe n=2236 %	Valeur p <sup>a</sup>
<b>Âge</b>			0,024
14 - 19	5	10	
20 - 24	30	22	
25 - 34	44	37	
35 - 49	17	21	
50 - 64	4	8	
65 +	0,8	1	
<b>Genre</b>			0,003
Femme ou fille	35	24	
Homme ou garçon	13	25	
Genre culturel ou autochtone	3	2	
Non binaire ou similaire	50	50	
<b>Orientation sexuelle (cocher tout ce qui s'applique)<sup>b</sup></b>			
Asexuel-le	7	14	0,017
Bisexual-le	32	28	0,360
Gay/Homosexuel-le	10	13	0,249
Lesbienne	20	16	0,256
Pansexuel-le	41	31	0,016
Queer	47	54	0,090
Hétérosexuel-le	10	7	0,206
Bi-spiriuel-le	2	4	0,482
Incertain-e ou en questionnement	7	8	0,561
<b>Statut de couple</b>			0,007
Pas en couple	47	46	
Relation monogame	23	33	
Relation non-monogame ou polyamoureuse	31	21	
<b>Statut matrimonial légal</b>			0,003
Célibataire, jamais marié-e	78	63	
Séparé-e ou divorcé-e	8	11	
Veuf-ve	0,8	0,4	
Marié-e ou marié-e de fait	13	26	
<b>Autochtone au Canada</b>			0,692
Autochtone au Canada	7	8	
N'est pas autochtone au Canada	93	92	

**Table 2: Données socio-démographiques, suite**

	Travailleur-se-s du sexe n=133 %	Personnes ne pratiquant pas le travail du sexe n=2236 %	Valeur p <sup>a</sup>
<b>Racialisation</b>			0,077
Racialisé-e	19	13	
Pas racialisé-e	81	87	
<b>Parcours d'immigration</b>			0,846
Nouvellement arrivé (cinq dernières années)	4	4	
Immigrant-e (pas nouvellement arrivé-e)	11	9	
Né-e au Canada	86	87	
<b>Milieu urbain / rural<sup>c</sup></b>			0,394
Rural ou petite ville	5	7	
Ni rural, ni une petite ville	95	93	
<b>Parent (d'enfant(s) adulte(s) inclus)</b>			0,039
Parent	10	17	
N'est pas parent	90	83	
<b>Identités liées aux situations de handicap (cocher tout ce qui s'applique)<sup>b</sup></b>			
Autiste	14	14	0,891
Non-voyant-e/ Malvoyant-e	0	0,4	1,000
Personne avec agilité réduite	2	2	1,000
Malentendant-e	0	1	0,642
Handicapé-e ou vivant avec un handicap	28	19	0,019
Douleurs chroniques	23	22	0,814
Neurodivergent-e	38	31	0,094
Survivant-e de la psychiatrie, personne folle ou atteinte d'une maladie mentale	57	44	0,002
Autre	5	7	0,539
<b>Niveau d'études (âge ≥ 25)<sup>d</sup></b>			0,005
< Lycée	6	3	
Diplôme d'études secondaires	12	7	
Études universitaires	31	21	
Diplôme d'études universitaires ou supérieures	43	48	
Diplôme profession-	8	21	

**Table 2: Données socio-démographiques, suite**

	Travailleur-se-s du sexe n=133 %	Personnes ne pratiquant pas le travail du sexe n=2236 %	Valeur p <sup>a</sup>
<b>Situation d'emploi (âge ≥ 25)<sup>d</sup></b>			0,0004
Employé-e à temps plein en de manière permanente	24	44	
Employé-e à temps plein de manière provisoire	53	33	
Sans emploi ou en permission	19	16	
Sans emploi et étudiant-e ou retraité-e	3	7	
<b>Revenus personnels annuels (au cours de cette dernière année, âge ≥ 25)<sup>d</sup></b>			0,001
Aucun	1	2	
< \$15.000	34	23	
\$15.000 - \$29.000	26	24	
\$30.000 - \$49.000	31	21	
\$50.000 - \$79.000	5	18	
\$80.000 +	4	12	
<b>Revenus provenant des services sociaux ou des prestations d'invalidité (au cours de cette dernière année, âge ≥ 16)<sup>e</sup></b>			<0,0001
Aide sociale publique	28	8	
Prestations d'invalidité publiques	7	7	
Les deux	4	3	
Aucun	60	82	
<b>Proportion des revenus perçue en espèces (au cours des 3 derniers mois, âge ≥ 16)<sup>e</sup></b>			<0,0001
Majorité	14	4	
Plus de la moitié	9	2	
Moins de la moitié	37	15	
Rien	40	79	
<b>Foyer à faibles revenus (au cours de cette dernière année, âge ≥ 25)<sup>d</sup></b>			0,001
Foyer à faibles revenus	58	39	
Pas un foyer à faibles revenus	42	61	

a Les valeurs <0,0500 indiquent que les différences entre les groupes sont statistiquement significatives.

- b Les participant-e-s avaient la possibilité d'effectuer plus d'un choix, ramenant le total à un pourcentage supérieur à 100 %.
- c Les zones rurales et les petites villes prennent en compte les participant-e-s ayant déclaré un code postal ou une région de triage d'acheminement pour une ville ou une municipalité dont la population est inférieure à 10 000 habitants.
- d Le revenu personnel, le niveau d'études et la situation professionnelle sont indiqués ici pour les personnes âgé-e-s de 25 ans et plus. Des données supplémentaires sur le statut d'étudiant-e et d'autres facteurs seront présentées dans notre rapport sur la jeunesse.
- e Ces variables n'étaient pas disponibles dans le cas de 10% ou plus des participant-e-s.

Bien que Trans PULSE Canada ait employé plusieurs approches pour rendre l'enquête accessible, il n'a pas été possible de réaliser un échantillonnage aléatoire de la population trans et non-binaire. Par conséquent, on ne peut pas conjecturer que les résultats soient représentatifs de la composition démographique de cette population. Par exemple, le fait que 4,8 % des participants travaillent dans l'industrie du sexe ne signifie donc pas que 4,8 % de toutes les personnes trans et non binaires au Canada travaillent dans l'industrie du sexe.

La dernière colonne de tous les tableaux comparatifs de ce rapport contient une valeur p. Une valeur p indique si il existe une différence statistiquement significative entre les groupes - les groupes ici faisant référence aux travailleur-se-s du sexe/celleux qui ne le pratiquaient pas au moment de l'enquête (tableaux 2, 3, 5, 6, 7) ou aux groupes d'identité du genre (tableau 4). Une valeur p inférieure à 0,050 indique que les différences entre les groupes sont statistiquement significatives, tandis qu'une valeur p supérieure ou égale à 0,050 indique qu'il n'y a pas de différence statistiquement significative.

## Données sociodémographiques

Le tableau 1 montre que la répartition des travailleur-se-s du sexe au Canada reflète sensiblement celle des autres participant-e-s à l'enquête Trans PULSE Canada sur l'étendue du territoire, bien qu'il y ait une proportion nettement plus élevée de travailleur-se-s du sexe vivant au Québec (31 % contre 11 %) et une proportion plus faible vivant en Alberta (10 % contre 19 %).



**Tableau 3: Santé et bien-être**

	Travailleur-se-s du sexe n=133 %	Personnes ne pratiquant pas le travail du sexe n=2236 %	Valeur p <sup>a</sup>
<b>A un fournisseur de soins de santé primaires</b>			0,038
Oui	74	81	
Non	26	19	
<b>N'a pas pu satisfaire ses besoins en matière de santé (au cours de la dernière année)</b>			<0,0001
N'a pas pu satisfaire ses besoins en matière de santé	63	44	
A pu satisfaire tous ses besoins en matière de santé	37	56	
<b>A évité les urgences hospitalières (au cours de la dernière année)</b>			0,011
Oui	20	11	
Non	64	68	
N'a jamais eu besoin de se rendre aux urgences	17	21	
<b>Statut des soins médicaux d'affirmation du genre</b>			0,898
A reçu tous les soins nécessaires	26	26	
En phase d'achèvement	32	32	
En cours de planification, pas encore débuté	14	14	
N'en prévoit pas	14	12	
Incertain-e d'y avoir re-	14	16	
<b>Auto-évaluation de la santé</b>			0,033
Excellente ou très bonne	26	38	
Bonne	42	36	
Moyenne ou médiocre	32	27	
<b>Auto-évaluation de la santé mentale</b>			0,0003
Excellente ou très bonne	10	17	
Bonne	18	29	
Moyenne ou médiocre	72	54	
<b>A envisagé le suicide (au cours de la dernière année)</b>			0,026
Oui	39	30	
Non	61	70	
<b>A tenté de se suicider (au cours de la dernière année)</b>			0,015
Oui	10	5	
Non	90	95	

**Tableau 3 : Santé & bien-être, suite**

	Travailleur-se-s du sexe n=133 %	Personnes ne pratiquant pas le travail du sexe n=2236 %	Valeur p <sup>a</sup>
<b>A subi des violences ou du harcèlement (au cours des 5 dernières années, cocher tout ce qui s'applique)<sup>b</sup></b>			
Harcèlement verbal	80	68	0,002
Intimidations ou menaces physiques	52	37	0,0004
Violence physique	29	15	<0,0001
Harcèlement sexuel	71	41	<0,0001
Agression sexuelle	52	24	<0,0001
<b>A évité les lieux publics de peur d'être harcelé-e ou que son identité de genre/sexuelle soit révélée contre son gré (au cours des 5 dernières années)<sup>c</sup></b>			0,236
N'a pas eu à éviter de lieux publics	20	15	
A dû éviter 1 ou 2 types de lieux	17	20	
A dû éviter 3 types ou plus de lieux	63	64	
<b>A évité des endroits spécifiques de peur d'être harcelé-e ou que son identité de genre/sexuelle soit révélée contre son gré (au cours des 5 dernières années, cocher tout ce qui s'applique)<sup>b</sup></b>			
Lieux publics	36	26	0,012
Toilettes publiques	55	62	0,098
Écoles	24	11	<0,0001
<b>Sécurité du logement</b>			0,001
La sécurité du logement est garantie	81	91	
La sécurité du logement n'est pas garantie <sup>d</sup>	19	9	
<b>Sécurité alimentaire du foyer (au cours de la dernière année)</b>			<0,0001
A toujours eu assez à manger	68	86	
N'avait parfois pas assez à manger	20	11	
N'avait souvent pas assez à manger	12	3	

**Tableau 3 : Santé & bien-être, suite**

	Travailleur-se-s du sexe n=133 %	Personnes ne pratiquant pas le travail du sexe n=2236 %	Valeur p <sup>a</sup>
<b>Date du dernier dépistage VIH</b>			<0,0001
Ça fait moins d'un an	50	21	
Ça fait entre 1 et 2 ans	10	9	
Il y a 2 ans ou plus	11	19	
Ne s'est jamais fait dépister pour une IST	29	51	
<b>Date du dernier dépistage IST</b>			<0,0001
Ça fait moins d'un an	73	27	
Ça fait entre 1 et 2 ans	7	12	
Il y a 2 ans ou plus	6	21	
Ne s'est jamais fait dépister pour une IST	13	40	
<b>A déjà utilisé la PrEP en prévention du VIH</b>			<0,0001
Oui, en utilise actuellement	6	0,8	
Oui, dans le passé	8	1	
Non	86	98	

- a Les valeurs <0.0500 indiquent que les différences entre les groupes sont statistiquement significatives.
- b Les participant-e-s avaient la possibilité d'effectuer plus d'un choix, ramenant le total à un pourcentage supérieur à 100%.
- c Parmi les 14 espaces/lieux proposés en options de réponse dans l'enquête (par ex : toilettes publiques, écoles, sorties en plein air, transports publics).
- d Comprend vivre temporairement dans un refuge, un motel ou une pension de famille avec son/sa/ses partenaire-s / ami-e-s / famille, dans la rue, dans une voiture, ou un immeuble abandonné.

Le tableau 2 décrit les caractéristiques socio-démographiques des travailleur-se-s du sexe, en comparaison aux autres types de travailleur-se-s. La plupart des travailleur-se-s du sexe en activité au moment de l'enquête avaient entre 20 et 24 ans (30 %) ou entre 25 et 34 ans (44 %). La moitié des travailleur-se-s du sexe se sont identifié-e-s comme étant non binaires ou ayant une identité similaire, tout comme l'ensemble des participant-e-s de Trans PULSE Canada. Les travailleur-se-s du sexe étaient plus susceptibles de s'identifier comme étant des femmes ou des filles (35 % contre 24 %). Plus de la moitié (54 %) des travailleur-se-s du sexe étaient en

couple et un sur dix était parent. 7 % des travailleur-se-s du sexe sont autochtones et 15 % sont né-e-s à l'étranger, comme les autres types de travailleur-se-s ; cependant, les travailleur-se-s du sexe sont plus susceptibles d'être racialisé-e-s (19 % contre 13 %). Les travailleur-se-s du sexe étaient plus susceptibles que les autres de s'identifier comme étant en situation de handicap (28 % contre 19 %) ou comme étant des survivants de la psychiatrie ou des personnes atteintes de maladies mentales (57 % contre 44 %). Les travailleur-se-s du sexe se distinguent des autres participant-e-s à l'enquête Trans PULSE Canada en ce qui concerne le niveau d'études, le statut d'emploi et les revenus. Un nombre moindre de travailleur-se-s du sexe ont déclaré avoir un emploi permanent à temps plein (24 % contre 44 %) et percevoir des revenus annuels personnels supérieurs à 50 000 \$ (9 % contre 30 %). Les travailleur-se-s du sexe sont plus nombreux-ses à avoir bénéficié de prestations d'aide sociale au cours de l'année écoulée (28 % contre 8 %), à percevoir plus de la moitié de leurs revenus en espèces (23 % contre 6 %) et à vivre dans des ménages à faibles revenus (58 % contre 39 %).

## Santé et bien-être

Comme le montre le tableau 3, les travailleur-se-s du sexe se heurtent à des obstacles plus importants que ceux auxquels sont confronté-e-s les autres participant-e-s au programme Trans PULSE Canada. Ceux-ci incluent notamment le fait de ne pas avoir de prestataire de soins primaires (26 % contre 19 %), le fait de ne pas pouvoir satisfaire leurs besoins en soins de santé (63 % contre 44 %) et le fait de devoir renoncer aux urgences hospitalières au cours de la dernière année (20 % contre 11 %). En revanche, les travailleur-se-s du sexe étaient plus nombreux-ses à avoir subi un test de dépistage du VIH ou d'autres infections sexuellement transmissibles (IST) : la moitié d'entre eux avaient subi un test de dépistage du VIH au cours de l'année précédente, et 73 % d'entre eux avaient subi un test de dépistage d'autres IST. Ils étaient également plus nombreux-ses à avoir déjà utilisé une prophylaxie pré-exposition (PrEP) pour prévenir le VIH (14 % contre 2 %).

**Tableau 4 : Expériences dans le cadre du travail du sexe selon l'identité de genre des travailleur-se-s au moment de l'enquête**

	Tous les travailleur-se-s du sexe n=133 Moyenne (SD)	Hommes n=46 Moyenne (SD)	Femmes n=17 Moyenne (SD)	Genre non binaire, autochtone ou culturel n=70 Moyenne (SD)	Valeur p <sup>a</sup>
<b>Âge de la première expérience de travail du sexe</b>					
Âge	23,14 (6,65)	26,55 (10,32)	18,72 (5,92)	21,78 (5,50)	0,010
	%	%	%	%	

**Types de travail du sexe (au cours de la dernière année)<sup>b</sup>**

Escorte	44	57	49	33	0,152
Camming /Sexe virtuel	37	36	49	35	0,820
Sugar baby	32	26	34	36	0,757
Domme-ing /Domination	28	30	0	31	0,345
Porno	27	26	17	28	1,000
Subbing /Soumission	25	19	32	28	0,661
Massage	17	20	17	14	0,787
Modèle	16	13	32	16	0,510
Sexe téléphonique	13	10	16	14	0,775
Rue	8	17	16	0	0,012
Danse / Effeillage	5	10	0	2	0,496
Autre(s)	5	3	19	5	0,376

**Raison(s) ayant poussé au travail du sexe<sup>b</sup>**

Nécessaire pour subsister	54	58	17	57	0,208
Faute d'emploi/de revenus	48	32	65	57	0,079
Afin de se sentir désirable	48	38	65	52	0,378
Bonne rémunération	39	36	34	41	0,935
Afin d'affirmer son identité de genre	22	31	0	19	0,198
Activité suggérée par ami-e ou amant-e	23	32	17	17	0,302
Sens de communauté	17	14	16	19	0,896
S'est senti-e forcé-e ou a subi une pression	14	14	16	14	1,000
A appris cela des personnes qui l'entourent	14	28	0	7	0,029
Nécessaire pour pouvoir couvrir les frais de chirurgie d'affirmation du genre	12	14	32	7	0,129
Autre(s)	15	14	19	15	1,000

a Les valeurs <0,0500 indiquent que les différences entre les groupes sont statistiquement significatives.

b Les participant-e-s avaient la possibilité d'effectuer plus d'un choix, ramenant le total à un pourcentage supérieur à 100%.

Les travailleur-se-s du sexe ont tendance à faire état d'une santé physique et mentale moins bonne que les personnes ne pratiquant pas le travail du sexe, notamment en ce qui concerne la santé mentale auto-évaluée considérée passable ou mauvaise (72 % contre 54 %) et les tentatives de suicide au

cours de l'année écoulée (10 % contre 5 %). Ces différences doivent être comprises dans le contexte d'un bien-être amoindri chez les travailleur-se-s du sexe, y compris des niveaux plus élevés de violence et de harcèlement : les travailleur-se-s du sexe ont déclaré environ deux fois plus d'agres-

**Tableau 5 : Soutien et sécurité**

	Travailleur-se-s du sexe n=133 %
--	--

**Soutien du prestataire de soins de santé primaires quant à mon travail (du sexe) <sup>a</sup>**

Me soutient beaucoup/quelque peu	11
Ne me soutient pas beaucoup	3
Ne me soutient pas du tout	0
Il/Elle n'est pas au courant	86

**Soutien du/de la conjoint-e ou partenaire quant à mon travail (du sexe) <sup>b</sup>**

Me soutient beaucoup/quelque peu	76
Ne me soutient pas beaucoup	4
Ne me soutient pas du tout	4
Il/Elle n'est pas au courant	16

**Soutien de votre enfant/de vos enfants quant à mon travail (du sexe) <sup>c</sup>**

Me soutien-nen-t beaucoup/quelque peu	9
Ne me soutien-nen-t pas beaucoup	0
Ne me soutien-nen-t pas du tout	0
Il/Elle/Elles n'est/ne sont pas au courant	91

**Travaille avec des personnes physiques /en personne**

A des client-e-s physiques	62
N'a pas de client-e-s physiques	38

**Ressenti du niveau de sécurité au cours de la négociation des tarifs <sup>d</sup>**

Très ou plutôt en sécurité	44
Ni en sécurité, ni en danger	25
Pas vraiment en sécurité	25
Pas du tout en sécurité	6

**Ressenti du niveau de sécurité au cours de la négociation de l'utilisation du préservatif <sup>e</sup>**

Très ou plutôt en sécurité	38
Ni en sécurité, ni en danger	25
Pas vraiment en sécurité	30
Pas du tout en sécurité	6

**Rapports non protégés avec partenaire(s) régulier-e-s ou occasionnel-le-s (au cours de la dernière année) <sup>f</sup>**

A eu des rapports non protégés	61
A eu des rapports protégés	39

**Tableau 5 : Soutien et sécurité, suite**

	Travailleur-se-s du sexe n=133 %
--	--

**Rapports non protégés avec des client-e-s (au cours de la dernière année) <sup>f</sup>**

A eu des rapports non protégés	32
A eu des rapports protégés	68

- a Parmi ceux qui ont un-e prestataire des soins de santé primaires (n=73).
- b Parmi ceux qui ont un-e conjoint-e ou partenaire (n=50).
- c Parmi ceux qui ont un/des enfant(s) (n=11).
- d Parmi ceux qui travaillent avec des client-e-s physiques qui négocient les tarifs (n=32).
- e Parmi ceux qui travaillent avec des client-e-s physiques qui négocient l'utilisation du préservatif (n=29).
- f Parmi ceux qui travaillent avec des client-e-s physiques (n=48).

sions physiques (29% contre 15%) et sexuelles (52 % contre 24 %) que les personnes ne pratiquant pas le sexe transactionnel. Les phénomènes de précarité du logement (19 % contre 9 %) et d'insécurité alimentaire (32 % contre 14 %) sont également plus fréquents chez les travailleur-se-s du sexe que chez les personnes ne pratiquant pas le sexe transactionnel.

**Travail du sexe et expériences**

Le tableau 4 se penche sur les expériences des participant-e-s en matière de travail du sexe, selon une stratification par genre (femmes, hommes et sexes non binaires). En moyenne, les participant-e-s ont commencé à travailler dans l'industrie du sexe à l'âge de 23 ans. Au cours de l'année qui vient de s'écouler, les participant-e-s ont exercé de nombreuses formes de travail du sexe, les plus courantes étant l'escorte (44 %) et le webcamming (37 %). Les formes de travail du sexe ne diffèrent pas selon le genre, à l'exception du travail de rue, que seuls les hommes et les femmes transgenres ont déclaré. Les raisons les plus fréquemment citées pour se lancer dans le commerce du sexe sont la couverture des frais de subsistance nécessaires (54 %), le manque d'emplois/de revenus (48 %) et le fait de se sentir désirable (48 %).

**Tableau 6 : Expériences/Vécu en matière de discrimination <sup>a</sup>**

	Travailleur·se·s du sexe de carrière n=337 %	Personnes ne pratiquant pas le travail du sexe n=1736 %	Valeur p <sup>b</sup>
<b>S'est vu refusé·e des soins par un prestataire de soins de santé</b>			<0,0001
Oui	39	21	
Non	61	79	
<b>S'est fait renvoyé·e /congédié·e ou s'est vu être refusé·e un emploi</b>			<0,0001
Oui	55	24	
Non	45	76	
<b>A été expulsé / s'est vu être refusé·e un logement</b>			<0,0001
Oui	23	8	
Non	77	92	
<b>A été interpellé·e et interrogé·e, fouillé·e ou détenu·e sans motif valable par des agents de police ou de sécurité</b>			<0,0001
Oui	43	16	
Non	57	84	
<b>N'a pas été en mesure d'ouvrir un compte bancaire, endosser un chèque ou contracter un emprunt</b>			<0,0001
Oui	20	5	
Non	80	95	
<b>A été renvoyé·e ou suspendu·e de son école sans raison valable</b>			<0,0001
Oui	11	5	
Non	89	95	

a Les expériences ayant lieu "en raison de qui vous êtes", tiennent compte de la manière dont vous vous décrivez et dont les autres vous décriraient (couleur de peau, héritage ancestral, nationalité, religion, identité du genre, sexualité, âge, poids, handicap ou état de santé mentale, revenus ou sources de revenus).

b Les valeurs <0,0500 indiquent que les différences entre les groupes sont statistiquement significatives.

**Tableau 7 : Systèmes d'intervention juridiques et d'urgences – interactions ou évitement**

	Travailleur·se·s du sexe n=133 %	Personnes ne pratiquant pas le travail du sexe n=2236 %	Valeur p <sup>a</sup>
<b>Craignait de se faire arrêter ou harceler par des agents de police ou de sécurité <sup>b</sup></b>			0,015
C'était le cas	84	69	
Ressenti neutre	8	14	
Ce n'était pas le cas	8	17	
<b>A préféré ne pas appeler les services d'urgence de la police au 911 (au cours des 5 dernières années)</b>			<0,0001
Oui	48	22	
Non	16	23	
N'a pas eu besoin de la police	35	55	
<b>S'attendait à un traitement juste/équitable de la police &amp; du système juridique en cas d'agression physique</b>			0,0004
Oui	13	33	
Non	87	67	
<b>S'attendait à un traitement juste/équitable de la police et du système juridique en cas d'agression sexuelle</b>			0,001
Oui	4	19	
Non	96	81	

a Les valeurs <0,0500 indiquent que les différences entre les groupes sont statistiquement significatives.

b Les expériences ayant lieu "en raison de qui vous êtes", tiennent compte de la manière dont vous vous décrivez et dont les autres vous décriraient (couleur de peau, héritage ancestral, nationalité, religion, identité du genre, sexualité, âge, poids, handicap ou état de santé mentale, revenus ou sources de revenus).

## Discrimination et accès à la justice

Le tableau 5 décrit le soutien et la sécurité dont bénéficient les travailleur·se·s du sexe. La plupart (86 %) n'avaient pas parlé de leur travail à leur prestataire de soins primaires. Parmi les travailleur·se·s du

sexe qui ont un·e partenaire, la plupart des partenaires étaient favorables ou très favorables à leur travail (76 %). Parmi les travailleur·se·s du sexe ayant des clients physiques (62 %), moins de la moitié ont déclaré qu'ils se sentaient très ou plutôt en sécurité au cours de la négociation des tarifs de leurs prestations (44 %) ou du port du préservatif (38 %) et 32 % ont déclaré avoir eu des rapports sexuels non protégés avec un·e ou plusieurs client·e·s.

Le tableau 6 présente les situations de discrimination rencontrées au cours de leur vie par les travailleur·se·s du sexe et les personnes ne pratiquant pas le commerce du sexe. Lorsqu'on les interroge sur la question de la discrimination "en raison de qui vous êtes", les travailleur·se·s du sexe ont systématiquement fait état des niveaux beaucoup plus élevés que les personnes ne pratiquant pas le commerce du sexe, notamment le fait de se voir refuser des soins de santé (39 % contre 21 %), la discrimination en matière d'emploi (55 % contre 24 %) et le traitement discriminatoire de la police (43 % contre 16 %). Le tableau 7 décrit les interactions avec les systèmes d'intervention juridique et d'urgence, ainsi que le fait d'éviter ces systèmes. Les résultats montrent une grande méfiance à l'égard de la police et des interventions d'urgence. 84 % des travailleur·se·s du sexe craignent d'être arrêté·e·s ou harcelé·e·s par les agents de police ou de sécurité. Au cours des cinq dernières années, près de la moitié (48 %) des travailleur·se·s du sexe avaient renoncé à avoir recours aux urgences policières (911) alors que cela aurait pu être nécessaire, contre 22 % chez les personnes ne pratiquant pas le travail du sexe. De même, la grande majorité (87 % à 96 %) des travailleur·se·s du sexe ne s'attendaient pas à ce que la police et le système juridique les traitent équitablement en cas d'agression physique ou sexuelle.

## Conclusion

Environ 5 % des participant·e·s à Trans PULSE Canada étaient des travailleur·se·s du sexe [au moment de l'enquête]. Des participant·e·s de tous les genres, y compris des personnes non binaires et des hommes trans, ont fourni diverses formes de sexe transactionnel.

Dans l'ensemble, ce groupe est confronté à des niveaux plus élevés de pauvreté, de handicap, de mauvaise santé, de discrimination et de violence en comparaison aux personnes trans et non binaires qui ne sont pas travailleur·se·s du sexe. Bien que les lois canadiennes actuelles sur le travail du sexe prétendent cibler les clients plutôt que les travailleur·se·s du sexe elleux-mêmes, nous avons constaté que la plupart des travailleur·se·s du sexe trans et non binaires interrogé·e·s craignaient d'être arrêté·e·s ou harcelé·e·s par les agents de police ou de sécurité. Les travailleur·se·s du sexe trans et non binaires qui sont autochtones, noir·e·s, racialisé·e·s et/ou immigrant·e·s au Canada peuvent être affecté·e·s de manière disproportionnée ou différente. Les recherches futures (y compris les études qualitatives ou les études quantitatives basées sur des échantillons plus importants) devraient adopter une approche intersectionnelle de la santé et du bien-être des travailleur·se·s du sexe trans et non binaires au Canada.

Ces conclusions ont des répercussions sur les pratiques et les politiques ayant un impact sur les travailleur·se·s du sexe trans et non binaires. Par exemple, les professionnel·le·s du sexe ont fait état d'un plus grand nombre d'obstacles en matière de santé comparativement aux autres personnes trans et non binaires; la plupart d'entre elleux n'avaient pas parlé de leur travail à leur prestataire de soins de santé. Ceci indique que des efforts sont nécessaires pour réduire la stigmatisation du travail du sexe dans les centres de soins de santé ; même les prestataires qui sont trans-affirmants ne sont pas forcément en faveur du travail du sexe. Les travailleur·se·s du sexe ont fait état d'une sécurité limitée pour négocier les conditions dans lesquelles iels effectuent leur travail, de niveaux élevés de discrimination et de violence vécues et anticipées, et d'un manque d'accès à la justice. Les droits de la personne et la protection du travail des travailleur·se·s du sexe, y compris la décriminalisation complète du travail du sexe, sont nécessaires ; les expériences propres aux travailleur·se·s du sexe trans et non binaires devraient être au centre des discussions sur les lois et les politiques relatives au travail du sexe au Canada.

## Remerciements

L'équipe de Trans PULSE Canada comprend 109 personnes qui ont contribué de différentes manières au projet. Nous tenons à souligner la précieuse contribution des personnes suivantes, ainsi que de 36 autres personnes : Aaron Devor, Adrian Edgar, Alisa Grigorovich, Alyx MacAdams, Ander Swift, Angel Gladly, Anna Martha Vaites Fontanari, Asha Jibril, Ayden Scheim, Bretton Fosbrook, Caiden Chih, Callie Lugosi, Carol Lopez Ricote, Charlie Davis, Connie Merasty, Dominic Beaulieu-Prévost, Drew Burchell, Elie Darling, Emily Nunez, Eva Legare-Tremblay, Fae Johnstone, Fin Gareau, Françoise Susset, Frédéric S. E. Arps, Gioi Tran Minh, Greta Bauer, Hannah Kia, Jack Saddleback, Jacq Brasseur, Jaimie Veale, Jelena Vermilion, Jordan Zaitzow, Joseph Moore, Julie Temple-Newhook, j wallace skelton, Keegan Prempeh, Kelendria Nation, Kimberly Dhaliwal, Kohenet Talia Johnson, Kusha Dadui, Kylie Brooks, Leo Rutherford, Marcella Daye, Mayuri Mahendran, Meghan Smith, Moomtaz Khatoon, M. Roberts, Naja, Nathan Lachowsky, Nik Redman, Noah Adams, Peetanacoot (Winnie) Nenakawekapo, Parker L., Rainbow Hunt, Randy Jackson, Reann Legge, Rebecca Hammond, Reece Malone, Renée Masching, Renu Shonek, Robb Travers, Rosalyn Forrester, Roxane Nadeau, Sharp Dopler, Shaz Islam, Siobhan Churchill, Skylar Sookpaiboon, Sophia Ciavarella, T.F., Todd Coleman, Tony Kourie, William Flett, et Yasmeen Persad. Nous vous remercions !

## Références

1. Fitzgerald E, Patterson SE, Hickey D, Biko C, & Tobin, HJ. Meaningful work: Transgender experiences in the sex trade. Washington, DC: National Center for Transgender Equality. 2015. Disponible en anglaise à : [https://www.transequality.org/sites/default/files/Meaningful%20Work-Full%20Report\\_FINAL\\_3.pdf](https://www.transequality.org/sites/default/files/Meaningful%20Work-Full%20Report_FINAL_3.pdf)

2. Poteat T, Wirtz AL, Radix A, Borquez A, Silva-Santisteban A, Deutsch MB, Khan SI, Winter S, Operario D. HIV risk and preventative interventions in transgender women sex workers. *The Lancet*. 2015;385(9964):274-286. Disponible en anglaise à : [https://doi.org/10.1016/S0140-6736\(14\)60833-3](https://doi.org/10.1016/S0140-6736(14)60833-3)

3. Bauer GR, Travers R, Scanlon K, Coleman TA. High heterogeneity of HIV-related sexual risk among transgender people in Ontario, Canada: A province-wide respondent-driven sampling survey. *BMC Public Health*. 2012;12(292):1-12. Disponible en anglaise à : <https://doi.org/10.1186/1471-2458-12-292>

4. Sausa LA, Keatley J, Operario D. Perceived risks and benefits of sex work among transgender women of color in San Francisco. *Archives of Sexual Behavior*. 2007;36(6):768-777. Disponible en anglaise à : <http://doi.org/10.1007/s10508-007-9210-3>

5. Jones A. Where the trans men and enbies at?: Cissexism, sexual threat, and the study of sex work. *Sociology Compass*. 2020;14(2):284-315. Disponible en anglaise à : <http://doi.org/10.1111/soc4.12750>

6. Lyons T, Krusi A, Pierre L, Kerr T, Small W, Shannon K. Negotiating violence in the context of transphobia and criminalization: The experiences of trans sex workers in Vancouver, Canada. *Qualitative Health Research*. 2017;27(2):182-190. Disponible en anglaise à : <https://doi.org/10.1177/1049732315613311>

7. Roche K, Keith C. How stigma affects healthcare access for transgender sex workers. *British Journal of Nursing*. 2014;23(21):1147-1152. Disponible en anglaise à : <https://doi.org/10.12968/bjon.2014.23.21.1147>

8. Argento E, Goldenberg S, Braschel M, Machat S, Strathdee SA, Shannon K. The impact of end-demand legislation on sex workers' access to health and sex worker-led services: A community-based prospective cohort study in Canada. *PLOS ONE*. 2020;15(4):1-10. Disponible en anglaise à : <https://doi.org/10.1371/journal.pone.0225783>

### Auteur·e·s collaborateurs/ collaboratrices :

Frédéric S.E. Arps, Sophia Ciavarella, Jelena Vermilion, Rebecca Hammond, Kelendria Nation, Siobhan Churchill, Meghan Smith, Jose Navarro, Prerna Thaker, Greta Bauer, Ayden Scheim

Les rapports, présentations et articles peuvent être téléchargés en visitant le site :

**[transpulsecanada.ca/fr](https://transpulsecanada.ca/fr)**

Pour plus de renseignements :

**[info@transpulsecanada.ca](mailto:info@transpulsecanada.ca)**

Ce projet est financé par les Instituts de recherche en santé du Canada.

